

Augmentation des impôts “ entre 10 et 15 % ”

“ Cela m'énerve, oui, d'augmenter la fiscalité ”, admet Claude Roiron, d'autant qu'elle avait promis le contraire. Mais la réalité l'oblige à revoir sa copie.

La présidente socialiste du département s'attend au tollé de l'opposition ce matin, à l'heure du débat sur les orientations budgétaires, précisé sur la fiscalité, car en mars, au cœur de la campagne des cantonales, elle promettait dans son programme politique « Un nouveau souffle pour la Touraine », au chapitre intitulé « Une gestion rigoureuse et transparente » : « Aucune augmentation des impôts pour les trois années à venir. »

Oui, mais la réalité n'est pas rose. Neuf mois après, Claude Roiron annonce une augmentation de « ses » impôts départementaux. Elle propose un « pacte triennal de fiscalité », à débattre ce matin, à voter le 16 janvier prochain lors de la présentation du budget 2009. Alors que l'ancienne équipe centre-droit du conseil général a augmenté ses taux d'imposition de 13 % en sept ans (2001-2008), elle propose, elle, de les augmenter « de 10 à 15 % », 12 % plus précisément.



La présidente du conseil général propose un « pacte triennal de fiscalité » pour financer son programme : + 12 % en 2009, puis + 5 % en 2010 et autant en 2011. A débattre ce mardi matin.

En clair, 12 %, c'est 15 millions d'euros, 15 millions qui financent les actions sociales du département, dit-elle. Oui, il ne fallait pas promettre, et la présidente le sait. Elle se dit

« énervée » de devoir revenir sur sa parole, mais a ses arguments.

Les droits de mutation (les ventes immobilières, sachant qu'une maison vendue

220.000 € rapporte près de 8.000 € au conseil général) baissent d'au moins 10 % cette année, en raison de la crise immobilière, soit une perte sèche de 6 millions. L'État se désengage et la crise financière de l'automne a été la goutte qui a fait déborder le vase, explique-t-elle.

Claude Roiron se défasse pas mal aussi sur l'ancienne majorité dirigée par le centriste Marc Pommereau : « Personne ne connaissait le budget exact du conseil général. Il a fallu l'audit pour qu'on y voie plus clair. » Elle parle d'un budget « non sincère » de son prédécesseur, une accusation nette car la notion de « sincérité budgétaire » est sacrée, comme l'expliquerait un comptable du Trésor.

Et si l'augmentation des impôts du département irrite des maires, la présidente répond : « On ne peut pas nous demander des subventions d'un côté, et de baisser l'impôt de l'autre. »

en bref

FEU D'ARTIFICE A Tours... peut-être

En raison des intempéries, le feu d'artifice prévu lors du festival Jours de Loire, parrainé par le conseil général, n'a pu être tiré le 31 mai dernier. Mais il a quand même fallu le payer. Reste que ce spectacle n'est pas définitivement perdu, à condition de l'organiser avant la fin de l'année 2008. Voilà pourquoi Claude Roiron a proposé à la ville de Tours de tirer ce feu d'artifice à l'occasion de la Saint-Sylvestre, le 31 décembre, à hauteur du pont Wilson. Reste que la municipalité n'a pas encore donné son feu... vert. Elle étudie, pour l'instant, la possibilité d'organiser cette manifestation.

JUSTICE Prévenir la délinquance

Les relations entre le conseil général et la justice ont beaucoup évolué avec Claude Roiron. Très préoccupée par l'accueil des mineurs en danger, le sort des femmes battues tout autant que celui des maris violents, elle a augmenté les crédits alloués, « sans pouvoir avancer un chiffre ».

SPORTS Vive le canoë-kayak !

Claude Roiron veut privilégier l'aide à certains sports dont le canoë-kayak et l'aviron, afin « d'animer les cours d'eau du département ». Le conseil général pourrait aussi prendre la maîtrise d'œuvre du boulo-drome prévu sur le site de Rochepinard. Le Tours FC percevra une enveloppe revue à la hausse (120.000 € au total), au titre des actions qu'il mène dans les collèges. En revanche, des travaux de rénovation du stade de la Vallée-du-Cher ne sont pas encore à l'ordre du jour de l'assemblée départementale.

DISPARITION Et la montgolfière ?

Claude Roiron semblait ignorer que le conseil général a possédé il y a quelques années une montgolfière qui se promenait alors au-dessus des jardins de plusieurs châteaux. Un jour, l'engin s'est envolé vers d'autres cieux sans que l'on sache exactement ce qu'il en advenait. La présidente a donc promis de se pencher sur cette mystérieuse disparition et de nous informer de ses conclusions.

Propos recueillis par Bruno Bécard, Jacques Benzakoun, Alain Defaye, Christophe Gendry, Michel Embareck, Jean-Paul Mercier et Olivier Pouvreau.

social

Personnes âgées. « Il faut réhabiliter les maisons de retraite Debrou (Joué-lès-Tours), de Château-la-Vallière, de Montlouis, et qu'on trouve un bon équilibre pour le prix de journée. On souhaite travailler sur l'hébergement mixte qui n'existe pas dans notre département. »

Personnes handicapées. « On manque cruellement de places dans le département, même s'il y a eu des efforts. »

Enfance. « Il faut travailler davantage sur l'accompagnement des jeunes mères. »

Centres de vacances. Le département en possède deux, en

Vendée et dans l'Allier. Il accueille 550 enfants par an. Claude Roiron veut qu'ils en accueillent plus en raccourcissant la durée des séjours et en les utilisant pendant les petites vacances. Elle veut aussi les aménager pour qu'ils reçoivent des personnes âgées. Coût estimé de ces

transformations : 6 millions d'euros. « On le fera progressivement. »
Prévention. « Jusqu'à présent, on met à disposition des communes des postes. Ce n'est pas une bonne façon de penser les choses. Il faut que le conseil général réintègre cette compétence. »

Incinérateur : six mois de débat public

Le Département n'est pas l'autorité de tutelle de Touraine Propre, que préside Jean-Luc Galliot, ni du Smictom du Chinonais présidé par Jean-Pierre Duvergne. Il n'est donc pas le « gendarme » de l'incinérateur. Mais nous avons la responsabilité du schéma d'élimination des déchets. Il nous revient de remédier, disons, à la

négligence de nos prédécesseurs, qui se sont bien gardés de trancher.

« Une partie des 150.000 tonnes de nos déchets est traitée par les incinérateurs voisins de Blois et de Lasse (Maine-et-Loire). Ce n'est pas normal. Je comprends également les habitants des communes où il y a des sites d'enfouissement, Beau-

lieu-lès-Loches et Sonzay, qui ne veulent pas être la poubelle de l'agglomération. L'incinérateur du Chinonais doit être refait. Mais Jean-Pierre Duvergne a bien voulu déclarer l'appel d'offres infructueux. Ce qui va nous permettre, avec l'aide d'un cabinet qui en a l'expérience, d'organiser un débat public sous toutes les formes possibles,

qui ne devrait pas aller au-delà du premier semestre 2009. Personnellement, je pense qu'il ne faut pas créer un troisième site d'incinération des déchets, et qu'il y a sans doute sur l'usine de la Billette, à Joué, des possibilités en matière de méthanisation, les technologies ayant fait des progrès intéressants. C'est ce que je dis aux écologistes... »

Routes : faire baisser la facture



Des routes, oui, mais moins chères.

Pas question de suivre les traces de la précédente majorité, en matière routière. Une logique qui s'applique aussi bien au périphérique nord de l'agglomération tourangelle qu'aux déviations programmées dans le département.

Périphérique nord de Tours. « On discute avec l'agglomération sur une solution de moindre coût », déclare Claude Roiron. Le projet actuel est évalué à 120 millions d'euros. « Irréaliste ! » La présidente du conseil général milite

pour « d'autres solutions », moins onéreuses, en matière de tracé et d'asphalte.

L'Île-Bouchard. La déviation de la commune est actuellement estimée à 21 millions d'euros. « On va redimensionner », annonce la présidente. A ce prix-là, on ne peut rien faire. » Elle souhaite ramener l'addition entre 12 et 15 millions d'euros.

Château-la-Vallière. « On va faire la déviation, même si c'est un peu cher. Ce sera terminé fin 2012. »

Ligueil. « On va en faire une partie. 17 millions pour 2.000 véhicules/jour, c'est un peu cher. On va faire ce qui concerne le centre-ville. »

Autres déviations nécessaires, pour la présidente du conseil général, celle d'**Avoine - Port-Boulet**, « compte tenu des mauvais choix qui ont été faits » pour l'implantation de la plateforme Super U qu'elle aurait préféré voir à Bourgueil, et celle de **Richelieu**.